

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2010 — 2337

[2010/203625]

4 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement flamand portant agrément de la formation de master après master "Master of Technology for Integrated Water Management" comme nouvelle formation de l'"Universiteit Antwerpen" et de l'"Universiteit Gent"

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre, notamment l'article 29, § 1^{er}, 8^o, 9^o, l'article 30, 11^o, 12^o, 13^o, l'article 86, § 3, l'article 60septies, inséré par le décret du 19 mars 2004, les articles 61 et 62, modifiés en dernier lieu par le décret du 8 mai 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 juin 2004 relatif à l'introduction de demandes de nouvelles formations dans l'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 septembre 2005 portant autorisation d'exécuter et de sanctionner certains règlements de l'Organisation d'accréditation néerlandaise-flamande;

Vu l'avis positif de la Commission d'agrément sur la macro-efficacité, rendu le 25 mai 2009;

Vu le rapport d'évaluation positif de l'Organisation d'accréditation néerlandaise-flamande, établi le 11 mai 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 31 mai 2010;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La formation de master après master "Master of Technology for Integrated Water Management" est agréée comme nouvelle formation de l'"Universiteit Antwerpen" et de l'"Universiteit Gent". La formation est classée dans la discipline combinée Sciences, Sciences appliquées et Sciences biologiques appliquées. La durée de la formation s'élève à 60 unités d'études. La langue d'enseignement est l'anglais. La formation peut être organisée à partir de l'année académique 2010-2011.

Art. 2. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 4 juin 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. DE SMET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIIK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 2338

[C - 2010/31308]

1^{er} AVRIL 2010. — Arrêté 2009/758 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, approuvé par le décret du 18 décembre 1995, notamment les articles 5, 8 et 20bis, remplacés ou inséré par l'avenant du 4 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mai 2006 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2009;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 14 janvier 2010;

Vu l'avis 47.800/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 février 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle des classes moyennes;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Formation professionnelle et permanente des classes moyennes;

2^o Commission : la Commission communautaire française;

3^o Service : le service à gestion séparée « Service Formation P.M.E. » créé par le décret de la Commission communautaire française du 17 juillet 2003;

4^o Centre : tout centre de formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises agréé par la Commission communautaire française;

5° accord de coopération : l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, modifié par avenant le 4 juin 2003;

6° formateurs : les formateurs visés par le règlement du 16 décembre 1999 applicable aux formateurs de la formation permanente, engagés à durée indéterminée par le Centre;

7° éducateurs : les éducateurs visés par le règlement du 20 décembre 2001, relatif aux éducateurs engagés à durée indéterminée par le Centre;

8° chargés de cours : les conférenciers ou toute autre personne, indépendante ou salariée, effectuant ses prestations dans le cadre des cours agréés, qui ne sont pas engagés à durée indéterminée par le Centre;

9° personnel non pédagogique : personnes engagées sous contrat de travail par le Centre autre que les formateurs, les éducateurs et les chargés de cours;

10° formation en apprentissage : la formation définie à l'article 2 de l'accord de coopération;

11° formation de chef d'entreprise : la formation définie à l'article 6 de l'accord de coopération;

12° formation continue : la formation définie à l'article 9 de l'accord de coopération;

13° formation de base : la formation en apprentissage et la formation de chef d'entreprise;

14° perfectionnement pédagogique : le perfectionnement pédagogique défini à l'article 14 de l'accord de coopération.

CHAPITRE II. — *Du subventionnement*

Section I^{re}. — Dispositions générales

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires, une subvention annuelle couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre est octroyée au Centre pour l'exercice de ses missions visées à l'article 22 de l'accord de coopération, à l'exception de la formation continue et du perfectionnement pédagogique.

Le Ministre détermine annuellement le montant de la subvention octroyée au Centre.

Art. 4. La subvention annuelle visée à l'article 3 couvre :

1° des frais de personnel (articles 5 et 6);

2° des frais de fonctionnement (articles 7 et 8);

3° des frais d'équipement (biens d'investissement) (articles 9 à 12);

4° des frais d'infrastructure (articles 13 et 14);

5° des frais exceptionnels (article 15).

Section II. — Des frais de personnel

Art. 5. Les frais de personnel visés à l'article 4, 1° couvrent :

1° les rémunérations des formateurs et des éducateurs ainsi que les rémunérations des chargés de cours liés par un contrat de travail avec le Centre;

2° les rémunérations du personnel non pédagogique y compris les chèques repas;

3° les charges patronales afférentes aux rémunérations visées aux 1° et 2° et le paiement du pécule de vacances et, le cas échéant, de la prime de fin d'année;

4° les primes d'assurance-loi afférentes aux rémunérations visées aux 1° et 2°;

5° les frais de déplacement du personnel en mission dans le cadre de la formation, moyennant la production de pièces justificatives (le remboursement de ces frais sera limité aux montants en vigueur pour le frais de déplacement des fonctionnaires, stagiaires et contractuels précisés dans l'arrêté du 7 février 2002 du Collège de la Commission communautaire française portant réglementation en matière de frais de parcours).

Art. 6. Les rémunérations visées à l'article 5, 1° et 2° sont subventionnées selon les barèmes fixés aux annexes II à VII du présent arrêté.

Section III. — Des frais de fonctionnement

Art. 7. Les frais de fonctionnement visés à l'article 4, 2° couvrent :

1° les frais liés à l'organisation et au fonctionnement des activités de formation de base visées à l'article 2, 13°. Ces frais sont énumérés à l'annexe I^{re} du présent arrêté;

2° les honoraires des chargés de cours qui ne sont pas liés par un contrat de travail avec le Centre (indépendants) calculés selon les barèmes fixés à l'annexe V du présent arrêté;

3° le paiement des jetons de présence :

a) des chargés de cours qui sont en missions organisées dans le cadre de la formation;

b) des membres des commissions d'examens organisées dans le cadre de la formation, à l'exception des membres des commissions engagés sous contrat de travail à durée indéterminée;

4° le paiement des frais de déplacement (par le transport public) des apprentis domiciliés hors de la Région de Bruxelles-capitale qui suivent régulièrement des cours de connaissances professionnelles pendant l'apprentissage. L'intervention est conditionnée à la production de pièces justificatives et est limitée à la partie des frais qui excède 5,00 euros pour un trajet aller-retour.

Art. 8. Les jetons de présence visés à l'article 7, 3° couvrent les séances qui durent au moins 2 heures et demie.

Le montant des jetons de présence s'élève à 24,17 euros. Lorsqu'une seconde séance est tenue la même journée, le montant du jeton de présence pour cette seconde séance est ramené à 16,36 euros. Lorsqu'une séance dépasse une durée de 5 heures, le montant du jeton de présence s'élève à 40,53 euros.

Section IV. — Des frais d'équipement (biens d'investissement)

Art. 9. Les frais d'équipement couvrent les frais liés à l'acquisition de mobilier et matériel de bureau, de mobilier et matériel scolaire, de matériel didactique et d'équipements pour les ateliers et laboratoires pour autant que leur prix d'achat à l'unité soit supérieur à 250 euros H.T.V.A.

Art. 10. Chaque année, le Centre rédige un plan prévisionnel d'achat d'équipements en établissant un ordre de priorités et en y donnant une indication de prix qu'il soumet en même temps que son projet de budget au comité d'accompagnement visé à l'article 23 du présent arrêté.

Ce plan doit être accompagné de l'avis des conseillers pédagogiques du Service pour les points qui les concernent.

Art. 11. Le mobilier et matériel acquis par le Centre sont la propriété de celui-ci.

Le Centre a l'obligation de conserver les biens d'investissement durant toute la période d'amortissement comptable.

Les biens d'investissement sont inscrits dans l'inventaire aussi longtemps qu'ils font partie du patrimoine du Centre.

L'inventaire du patrimoine est tenu à jour par le Centre et une copie est transmise au Service en même temps que les pièces justificatives visées à l'article 18.

Le Service suit l'évolution de l'inventaire du patrimoine du Centre d'une période de subvention à l'autre et vérifie que les biens d'investissement subventionnés y figurent effectivement.

Le mobilier et matériel subventionnés par le Service doivent faire l'objet d'une inscription distincte dans l'inventaire du patrimoine du Centre. Ils peuvent être aliénés après autorisation du Ministre.

Le produit de la vente de ces mobilier et matériel doit être affecté aux frais d'équipement visés à l'article 9.

Section V. — Des frais d'infrastructure

Art. 12. Les frais d'infrastructure couvrent :

1° les frais liés à la location, l'acquisition, la construction, l'extension, la transformation ou l'aménagement des bâtiments au sein desquels sont organisées les activités de la formation.

Lorsqu'il s'agit d'une location de bâtiments au sein desquels sont organisées les activités de la formation, l'octroi de la subvention pour frais d'infrastructure dépend de la production d'un bail ou d'une convention dont les dispositions doivent être approuvées par le Ministre.

Lorsqu'il s'agit d'une acquisition, construction, extension, transformation ou aménagement de bâtiments au sein desquels sont organisées les activités de la formation, la subvention pour frais d'infrastructure doit permettre au Centre de supporter les charges d'un emprunt dont le montant et les conditions sont fixés ou acceptés par le Ministre.

2° les grosses réparations d'une valeur minimale de 12.500,00 euros H.T.V.A. ainsi que les réparations relatives au gros œuvre ou à des travaux de mise en conformité aux normes d'environnement et de sécurité, moyennant accord préalable du Ministre.

Art. 13. Le Service est associé à la surveillance du bon déroulement des travaux faisant l'objet d'une subvention lors des réceptions provisoire et définitive de ces travaux.

Section VI. — Des frais exceptionnels

Art. 14. Sur autorisation du Ministre, des frais exceptionnels liés à des frais engendrés pour la formation peuvent être couverts par la subvention.

Les frais exceptionnels visés à l'alinéa 1^{er} concernent :

1° l'apurement de dettes vis à vis des fournisseurs pour les dépenses effectuées par le Centre non couvertes par la subvention visée à l'article 3;

2° l'apurement de dettes vis à vis du précompte professionnel et de l'Office national de la Sécurité sociale pour les dépenses nées de cotisations calculées sur base de la rémunération octroyée par le Centre à son personnel visé à l'article 5, 2°, lequel n'a pas pu bénéficier de la subvention visée à l'article 3;

3° les crédits à court terme accordés au Centre afin de lui permettre de disposer d'un fonds de roulement nécessaire pour qu'il puisse respecter ses engagements à court terme, notamment vis à vis du précompte professionnel et de l'Office national de la Sécurité sociale. Le Ministre fixe ou accepte le montant et les conditions d'octroi de ces crédits.

CHAPITRE III. — Fixation, liquidation et contrôle du subventionnement

Art. 15. Le Centre doit tenir une comptabilité qui fait apparaître une distinction entre les frais couverts par le subventionnement et les frais couverts par les recettes propres du Centre.

La facture originale des biens acquis avec la subvention et dont la valeur d'achat dépasse 500 euros sera annotée d'une mention « COCOF » et sera paraphée par le responsable des comptes de l'association. Lorsqu'une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiaires, la contribution de chaque pouvoir devra être clairement indiquée sur le document original par l'utilisation d'un cachet de ventilation et remplacera la mention « COCOF ».

Art. 16. Le budget du Centre est composé d'un plan d'exploitation, d'un plan d'investissements et d'un plan de trésorerie.

Le Centre doit établir son budget en faisant apparaître une distinction entre les dépenses couvertes par le subventionnement visé à l'article 3 du présent arrêté et les dépenses couvertes par les recettes propres ou autres du Centre. Cette subdivision doit elle-même être subdivisée en tenant compte des types de frais tels que définis à l'article 4 du présent arrêté.

Le projet de budget est rentré annuellement auprès du Service. Il est accompagné d'un tableau prévisionnel des dépenses admissibles établi par type de frais.

Art. 17. La liquidation du montant ordonnancé s'effectue par tranches trimestrielles et selon les modalités suivantes :

1° dispositions communes à l'ensemble des frais repris à l'article 4 du présent arrêté :

- une première tranche de 30 % versée au plus tard le 25 janvier;
- une seconde tranche de 30 % versée au plus tard le 25 avril;
- une troisième tranche de 30 % versée au plus tard le 25 août;

2° disposition relative aux frais de personnel et aux frais d'infrastructure repris à l'article 4 :

une quatrième tranche de 10 % est versée au plus tard le 20 décembre;

3° disposition relative aux frais de fonctionnement, aux frais d'équipement et aux frais exceptionnels visée à l'article 4 : le solde restant est versé après vérification par le Service des pièces justificatives et au plus tard le 30 octobre de l'année qui suit.

Art. 18. Les pièces justificatives concernant l'ensemble des frais visés à l'article 4 doivent être mises à disposition du Service par le Centre, au plus tard pour le 30 juin de l'année qui suit, accompagnées d'un tableau récapitulatif de toutes les dépenses admissibles.

Ce tableau doit tenir compte des types de frais visés à l'article 4. Un modèle de ce tableau récapitulatif est joint en annexe VIII au présent arrêté.

La liste des pièces justificatives éligibles par nature de dépenses est reprise à l'annexe IX du présent arrêté.

Le critère retenu pour juger du respect de la période visée à l'article 3 est de la date de facturation de la livraison du bien ou de prestation du service.

Art. 19. Le contrôle opéré par le Service sur le Centre s'organise comme suit :

1° les contrôles suivants sont réalisés en parcourant les pièces justificatives une à une :

- a) vérification de la conformité de la dépense par rapport à la couverture spécifiée dans le présent arrêté;
- b) à partir de la liste des pièces justificatives éligibles reprise à l'annexe IX, vérifier si la pièce justificative est éligible;
- c) vérification de la conformité de la date de la dépense par rapport à la période couverte par la subvention visée à l'article 18 § 3;
- d) vérification de la concordance entre le montant de la pièce justificative et celui indiqué sur le tableau récapitulatif des pièces justificatives repris à l'annexe VIII;
- e) vérification du respect de la règle de bonne pratique en matière d'achat reprise à l'article 21;
- f) vérification de la présence d'une mention « COCOF » et d'un paraphe sur les factures dont le montant excède 500 euros, conformément au prescrit de l'article 15 § 2;

2° autres vérifications :

- a) vérification des tableaux d'investissements;
- b) vérification de la présence de la déclaration sur l'honneur (annexe X du présent arrêté);
- c) vérification que le Centre suit une structure comptable déterminée conforme à la loi du 2 mai 2002 relative aux ASBL, AISBL et fondations et aux arrêtés pris en exécution de cette loi.

Art. 20. Toute dépense non justifiée ou dont la justification n'est pas admissible vient en déduction du solde.

Si les dépenses justifiées ne couvrent pas le montant de la subvention octroyée, le solde sera limité au montant réellement justifié. Si les montants perçus à titre d'avances sont supérieurs au montant réellement justifié, le trop-versé viendra en déduction d'une des tranches de la subvention à laquelle le Centre peut prétendre lors de l'exercice suivant.

CHAPITRE IV. — *De la règle de bonne pratique en matière d'achat*

Art. 21. Lors de l'acquisition de biens et de services, le Centre doit nécessairement chercher le meilleur rapport qualité/prix.

Les biens acquis avec la subvention et dont la valeur d'achat dépasse 5.500 euros seront justifiés par la facture d'achat acquittée à laquelle seront joints les devis rendus par trois fournisseurs pour le même marché. Si le fournisseur offrant le meilleur prix n'est pas choisi, la motivation de la décision sera également jointe à la facture.

Les dépenses plus importantes sont soumises à la procédure officielle d'attribution des marchés en application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

CHAPITRE V. — *Du comité d'accompagnement*

Art. 22. § 1^{er}. Un comité d'accompagnement est mis en place.

Il est composé :

- pour le Service :
 - du fonctionnaire responsable de la gestion journalière du Service;
 - du fonctionnaire, conseiller financier au sein du Service, chargé en outre du contrôle de la subvention annuelle visée à l'article 3;
 - du fonctionnaire chargé de la coordination pédagogique et tutelle du Service;
 - pour le Centre : de trois représentants désignés par son conseil d'administration;
 - d'un représentant du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes;
 - d'un représentant du Membre du Collège chargé du budget;
- le cas échéant, des experts externes indépendants – Service ou Centre – peuvent être invités.

§ 2. Le comité d'accompagnement a pour missions :

- de déterminer, avec le Centre, la teneur et la présentation d'un plan comptable normalisé;
- d'analyser, si possible avant le 31 mai et au plus tard le 30 juin, les éléments du projet de budget du Centre couverts par la subvention pour l'exercice budgétaire suivant;
- de communiquer au Centre toutes les précisions utiles pour la mise en œuvre de l'arrêté;
- d'assurer, durant l'exercice budgétaire, le suivi de l'exécution des éléments du budget du Centre couverts par la subvention;
- d'analyser toute autre question liée au fonctionnement du Centre et susceptible d'avoir un impact sur son financement.

§ 3. Le comité d'accompagnement est présidé par le fonctionnaire dirigeant de l'administration. Il se réunit au moins une fois par trimestre. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande du Service ou du Centre.

CHAPITRE VI. — *Des frais de constitution de dossiers*

Art. 23. Des frais de constitution de dossiers, fixés à un montant de 128 euros, sont à charge du chef d'entreprise pour la conclusion d'une convention de stage. Ils sont versés par le chef d'entreprise au Service. Les montants réellement perçus par le Service sont rétrocédés au Centre à raison de 66 %. Les recettes liées à ces frais de dossier doivent être affectées par le Centre aux frais de fonctionnement visés à l'article 7 du présent arrêté.

Il ne sera pas demandé de frais de dossier dans les cas suivants :

- en cas de conclusion d'un nouveau contrat suite à une rupture de contrat pendant la période d'essai, pour autant que ce nouveau contrat soit signé dans les 6 mois de la rupture de l'ancien;
- en cas de modification de forme juridique, de dénomination sociale ou de changement d'adresse;
- en cas de changement de profession en cours de contrat au sein de la même entreprise;
- en cas de changement du gestionnaire de dossier.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales, transitoires et abrogatoires*

Art. 24. Les bénéfices engendrés par le Centre, notamment par le biais de l'organisation de la formation continue, doivent être affectés prioritairement aux frais engendrés par la formation de base et faire l'objet, lors du dépôt des pièces justificatives, d'une note explicative annuelle au Service, chargé de la transmettre au Collège.

Art. 25. L'arrêté 2006/5 du Collège de la Commission communautaire française du 4 mai 2006 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé au 1^{er} janvier 2010, à l'exception des mentions de l'article 23 qui concernent les frais de constitution de dossiers nés de la conclusion d'un contrat d'apprentissage qui sont abrogées à la date de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 26. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2010.

Art. 27. Le Membre du Collège qui a la formation professionnelle des Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

ANNEXES

Annexe I^{re}. — Dépenses admissibles pour la justification des frais de fonctionnement de la subvention annuelle des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

1. Les frais d'approvisionnement en matières premières et fournitures liés directement aux cours en formation de base y compris les frais liés au consortium de validation des compétences.

2. Les frais de locaux et de matériel :

- Eau, chauffage, électricité;
- Entretien des locaux (firme de nettoyage, produits et petit matériel d'entretien, location de container, frais de gardiennage et de surveillance,...);
- Entretien et réparations des frais d'équipement visés à l'article 10 du présent arrêté;
- Location (renting) de biens visés à l'article 9 du présent arrêté;
- Assurances relatives aux bâtiments et à leur contenu.

3. Les frais de publicité et de promotion :

- Frais de réalisation;
- Frais d'impression;
- Frais de distribution;
- Réceptions, relations publiques (il s'agit des frais relatifs à la participation à des salons, foires et expositions et à l'organisation de journées portes ouvertes).

4. Les frais administratifs :

- Petit matériel;
- Fournitures, documentation;
- Téléphone, fax, internet;
- Poste;
- Photocopies;
- Frais de gestion secrétariat social.

5. Rétribution de tiers, sous-traitance, honoraires, vacataires :

- Honoraires comptables, avocats,...;
- Honoraires des chargés de cours indépendants visés à l'article 7, 2° du présent arrêté;
- Jetons de présences des chargés de cours et des membres des commissions d'examens visés à l'article 7, 3° du présent arrêté;
- Frais de déplacement des apprentis visés à l'article 7, 4° du présent arrêté;
- Vacataires (personnel intérimaire et personnes mises à la disposition du Centre).

6. Impôts et taxes

Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

Annexe II. — Barèmes pour les formateurs principaux

Les formateurs principaux sont ceux visés dans le règlement du 29 juin 2000 applicable aux formateurs principaux du réseau de l'IFPME en vigueur le 1^{er} septembre 2000

Ancienneté	Traitement annuel au 01/01/2009	Traitement mensuel au 01/01/2009
0	29.547,32	2.462,28
1	30.367,26	2.530,60
2	31.187,18	2.598,93
3	32.007,08	2.667,26
5	33.351,86	2.779,32
7	34.696,62	2.891,39
9	36.041,43	3.003,45
11	37.386,19	3.115,52
13	38.730,93	3.227,58
15	40.075,69	3.339,64
17	41.420,47	3.451,71
19	42.678,87	3.556,57
21	44.109,97	3.675,83
23	45.454,75	3.787,90
25	46.799,51	3.899,96
27	48.144,29	4.012,02

Ces montants sont indexés conformément aux règles applicables aux rémunérations de la fonction publique.
Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

Annexe III. — Barèmes pour les formateurs de connaissances générales

Les formateurs de connaissances générales sont ceux visés dans le règlement du 16 décembre 1999 applicable aux formateurs de la formation permanente en vigueur le 1^{er} janvier 2000

Ancienneté	Barème au 01/01/2009
0	2.328,06
1	2.361,55
2	2.395,07
3	2.428,45
5	2.483,50
7	2.539,47
9	2.595,53
11	2.651,52
13	2.763,60
15	2.875,65
17	2.987,70
19	3.093,52
21	3.211,83
23	3.323,91
25	3.435,96
27	3.548,03

Ces montants sont indexés conformément aux règles applicables aux rémunérations de la fonction publique. Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

Annexe IV. — Barèmes pour les éducateurs

Les éducateurs sont ceux visés dans le règlement relatif aux éducateurs du 20 décembre 2001

Ancienneté	Traitement annuel au 01/01/2009	Traitement mensuel au 01/01/2009
0	24.054,68	2.004,56
1	24.858,66	2.071,55
2	25.662,63	2.138,55
3	26.466,57	2.205,55
5	27.785,27	2.315,44
7	29.128,48	2.427,37
9	30.473,79	2.539,48
11	31.817,91	2.651,49
13	33.162,65	2.763,55
15	34.507,38	2.875,61
17	35.852,09	2.987,67
19	37.121,71	3.093,48
21	38.541,56	3.211,80
23	39.886,28	3.323,86
25	41.231,00	3.435,92
27	42.575,74	3.547,98

Ces montants sont indexés conformément aux règles applicables aux rémunérations de la fonction publique. Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

Annexe V. — Barèmes pour les charges de cours

Les coûts horaires bruts des chargés de cours sont les suivants :

1. Cours en apprentissage : 24,43 euros
2. Cours en formation de chef d'entreprise : 28,90 euros

Lorsque les chargés de cours sont des indépendants, ces barèmes sont augmentés de 50 %.

Ces montants sont indexés conformément aux règles applicables aux rémunérations de la fonction publique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

Annexe VI. — Grille d'équivalence pour le calcul du subventionnement des frais de personnel non pédagogique

Poste COCOF	Equivalence poste EFP	Echelle
Directeur d'administration	Directeur Directeur adjoint	15/1
Attaché	Responsable de pôle Responsable IT	10/1
Gradué administratif	Assistant de direction Responsable achats Responsable Service Interne pour la prévention et la protection Responsable Service Qualité Responsable Accueil Responsable Maintenance Conseiller éducation Conseiller orientation/emploi Employé en Communication Employé pour la gestion des formateurs Comptable	26/1
Assistant administratif	Gestionnaire (dans un pôle) Assistant (IT, Gestion Formateurs, Finances, Communication, Service Interne pour la prévention et protection, Service Qualité)	20/1
Adjoint administratif	Agent d'accueil Agent de maintenance	30/1

Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

Annexe VII. — Barèmes pour le personnel non pédagogique

Echelles/ Ancienneté pécuniaire	15/1	10/1	26/1	20/1	30/1
0	59.943,14	32.193,91	24.047,69	20.783,58	19.446,81
1	59.943,14	33.147,87	24.511,42	21.180,78	19.654,97
2	61.990,38	34.101,84	24.975,16	21.577,97	19.863,12
3	61.990,38	35.739,88	26.666,48	22.482,42	21.359,57
4	64.037,62	35.739,88	26.666,48	22.482,42	21.755,39
5	64.037,62	37.661,83	27.461,51	23.002,07	21.755,39
6	66.084,87	37.661,83	27.461,51	23.002,07	22.151,20
7	66.084,87	39.129,05	28.256,54	23.521,72	22.151,20
8	68.132,11	39.129,05	28.256,54	23.521,72	22.547,02
9	68.132,11	40.596,27	29.051,57	24.449,16	22.547,02
10	70.179,35	40.596,27	29.846,60	24.449,16	22.942,83
11	70.179,35	42.154,75	30.376,74	24.912,87	22.942,83
12	72.226,60	42.154,75	30.376,74	25.906,71	23.754,09

Echelles/ Ancienneté pécuniaire	15/1	10/1	26/1	20/1	30/1
13	72.226,60	43.621,97	31.171,77	26.834,15	23.993,72
14	74.273,84	43.621,97	31.171,77	26.834,15	24.472,94
15	74.273,84	45.089,19	31.966,81	27.761,59	24.472,94
16	76.321,08	45.089,19	31.966,81	27.761,59	24.952,15
17	76.321,08	46.556,41	32.761,84	28.689,03	24.952,15
18	78.368,33	46.556,41	32.761,84	28.689,03	25.431,37
19	78.368,33	48.023,63	33.556,87	29.616,47	25.431,37
20	80.415,57	48.023,63	33.556,87	29.616,47	25.910,59
21	80.415,57	49.490,86	34.351,90	30.543,91	25.910,59
22	82.462,81	49.490,86	34.351,90	30.543,91	26.389,81
23		50.958,08	35.146,93	31.471,35	26.389,81
24			35.146,93	31.471,35	26.869,02
25			35.941,96	32.398,79	26.869,02
26			35.941,96	32.398,79	27.348,24
27			37.532,02	33.790,06	27.348,24
28					27.827,46

Ces montants sont indexés conformément aux règles applicables aux rémunérations de la fonction publique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,

Benoît CEREXHE,

Président du Collège.

Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

Annexe VIII

Tableau récapitulatif des pièces justificatives

Exercice :

Le récapitulatif des pièces justificatives est un outil destiné aux centres. Il leur permet de présenter les pièces justificatives qu'ils sont tenus de fournir au service. Le centre veillera à insérer le nombre de ligne nécessaire pour reprendre toutes les pièces justificatives individuellement tout en respectant l'ordre de présentation des intitulés. Pour chaque pièce, le numéro d'imputation au facturier d'entrées ⁽¹⁾, le nom du fournisseur et/ou le libellé du document, et le numéro du document ⁽²⁾ seront mentionnés. Seules les catégories de frais reprises dans l'arrêté seront prises en compte. Le total des pièces justificatives ne peut dépasser exagérément le montant de la subvention.

(1) Le numéro d'imputation au facturier d'entrées (achats) du centre est le numéro qui est attribué à la pièce justificative au moment où elle est encodée. Il doit impérativement être appliqué sur tous les originaux des documents qui sont encodés. C'est ce numéro qui est repris dans le récapitulatif. La copie d'une pièce justificative n'est éligible que si ce numéro est présent.

(2) Le numéro de document est celui donné par le fournisseur pour sa comptabilité.

(3) Le numéro d'opération diverse (OD) est attribué aux opérations pour lesquelles il n'y a pas de facture, exemple : les salaires.

	<i>N° imputation dans facturier ⁽¹⁾ N° d'OD ⁽³⁾</i>	<i>Fournisseurs / Libellé</i>	<i>N°document ⁽²⁾</i>	<i>Montant</i>	<i>TOTAL</i>
--	---	-------------------------------	----------------------------------	----------------	--------------

60/ 1 Matières d'approvisionnement et fournitures					.....
1 Matières premières et fournitures cours					
2 Matières premières et fournitures examens					
3 Consortium de validation des compétences					

61/ 1 Frais de location et charges					.....
1 Eau, chauffage, électricité					
2 Entretien des locaux					
3 Entretien et réparations frais d'équipement					
4 Location de biens		5 Assurances			

61/ 2 Frais de publicité et de promotion				.....
1 Frais de réalisation				
2 Frais d'impression				
3 Frais de distribution				
4 Réceptions, relations publiques				

61/ 3 Frais administratifs				.....
1 Petit matériel				
2 Fournitures, documentation				
3 Téléphone, fax				
4 Poste				
5 Photocopies				
6 Frais de gestion secrétariat social				

61/ 4 Rétribution de tiers, sous-traitance, honoraires, vacataires				.....
1 Honoraires comptables, avocats, ...				
2 Honoraires des chargés de cours (indépendants)				
3 Jetons de présences				
4 Déplacement des apprentis				
5 Vacataires				

62/ 1 Frais de personnel				.....
1 Rémunérations et charges patronales				
1 Formateurs et éducateurs				
2 Chargés de cours (sous contrat de travail)				
3 Personnel non pédagogique				
2 Assurance-loi				
3 Déplacement du personnel transport public				
4 Déplacement du personnel transport privé				

63/ 1 Frais d'équipement				.....
1 Mobilier et matériel de bureau				
2 Mobilier et matériel scolaire				

64/ 1 Impôts et taxes				.....
1 Taxes				
2 Droits d'enregistrements				
3 Impôts				

65/ 1 Frais d'infrastructure				.....
1 Location infrastructures permanentes				
2 Location infrastructures ponctuelles				
3 Acquisition, construction				

4 Extension, transformation, aménagement				
5 Charges immobilières (emprunts)				
1 Capital				
2 Intérêts				
6 Grosses réparations				
66/ 1 Frais exceptionnels				.....
TOTAL :				.....

Je certifie que toutes les données reprises dans ce document sont sincères et véritables.

Le ...

à ...

Nom, Prénom :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté 2009/758 du 1^{er} avril 2010 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,

Benoît CEREXHE,

Président du Collège.

Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

ANNEXE IX. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES ÉLIGIBLES

Liste des pièces justificatives éligibles

Ce sont les copies de pièces justificatives qui sont introduites à la commission communautaire française.
Les originaux sont toujours conservés à l'association.

Frais éligibles	Pièces éligibles	Compléments
Locations locations permanentes locations ponctuelles charges (gaz, elec,...) assurances entretien	reçu ou autre preuve de paiement facture-convention facture avis de paiement factures	preuves de paiements et bail preuves de paiements preuves de paiements
Promotion publication frais de réalisation frais d'impression frais de distribution réception et relations publiques	factures factures factures factures	preuves de paiements et contrat si existe preuves de paiements et contrat si existe preuves de paiements et contrat si existe preuves de paiements et contrat si existe
Frais administratifs petit matériel matériel spécifique fournitures documentation téléphone, fax poste photocopies frais de gestion assurances	facture, tickets (mentioner le libellé) facture facture, tickets (mentioner le libellé) facture récépissé tickets (mentioner le libellé) facture avis de paiement	preuves de paiements preuves de paiements
Frais de déplacement Location Carburant assurance, taxes transport public transport privé (véhicule personnel)	factures factures, tickets (mentioner le libellé) avis de paiement, extrait de rôle tickets (mentioner le libellé) tableau de forfait KM	preuves de paiements preuves de paiements
Sous-traitance, honoraires etc. honoraires (avocat, comptable, etc) vacataires	note ou factures note ou factures	preuves de paiements + 325.50 + convention preuves de paiements + 325.50 + convention
Frais de personnel 1 avec secrétariat social rémunération assurance légale assurance extralégale 2 sans secrétariat social rémunération assurance légale assurance extralégale	comptes individuels, fiches avis de paiement avis de paiement fiches avis de paiement avis de paiement	preuves de paiements preuves de paiements preuves de paiements

Frais éligibles	Pièces éligibles	Compléments
Amortissement et investissement amortissement sur actif subsidiés investissements subsidiés	tableau d'amortissement + facture tableau d'investissement + facture	preuves de paiements preuves de paiements
Impôts et taxes Taxes droit d'enregistrement TVA non déductible Impôts	extrait de rôle extrait de rôle	
Charges financières charges financières sur emprunt liés aux délais de subventionnement	extrait de compte	contrat
Remarque : une preuve de paiement est un extrait de compte, un reçu, une facture acquittée		

Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

Annexe X. — Attestation sur l'honneur

JOINDRE AUX JUSTIFICATIFS

ATTESTATION

Conformément à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française -

Je soussigné(e) :

Responsable de :

DECLARE SUR L'HONNEUR QUE :

1. La mention « avec l'aide de la Commission communautaire français » figure sur tous les documents relatifs à l'activité subventionnée par la C.C.F.
2. Les dépenses justifiées ne sont pas couvertes par une subvention accordée par une autre institution publique;
3. Les justificatifs correspondent à l'activité subventionnée.
4. Tout acte de saisie, de cession ou de mise en gage sera immédiatement porté à la connaissance de l'Administration par le soussigné, par lettre recommandée à adresser à la Direction générale de la Commission communautaire française, rue des Palais 42, à 1030 Bruxelles.

J'ai pris connaissance que :

Au cas où il apparaît que de fausses informations ont été communiquées, ou que les conditions indiquées aux articles précédents n'ont pas été respectées, le Collège pourra récupérer auprès de l'association bénéficiaire le montant total ou partiel de la subvention accordée ou l'exclure du bénéfice d'une subvention ultérieure.

Bruxelles le

Lu et approuvé,
Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du 1^{er} avril 2010.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Christos DOULKERIDIS,
Président du Collège.

Benoît CEREXHE,
Ministre, Membre du Collège
chargé de la Formation professionnelle des Classes moyennes.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 2338

[C – 2010/31308]

1 APRIL 2010. — Besluit 2009/758 betreffende de subsidiëring van erkende centra voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het samenwerkingsakkoord dat gesloten werd op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, betreffende de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en betreffende de voogdij van het Instituut voor de voortgezette Opleiding voor de middenstand en de K.M.O.'s, goedgekeurd door het decreet van 18 december 1995, onder meer artikels 5, 8 en 20bis, vervangen of toegevoegd bij aanhangsel van 4 juni 2003 dat goedgekeurd werd door het decreet van 17 juli 2003;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 mei 2006 betreffende de subsidiëring van de erkende centra voor permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën verleend op 16 december 2009;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College dat belast is met de Begroting, gegeven op 14 januari 2010;

Gelet op het advies 47.800/2 van de Raad van State, gegeven op 24 februari 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, lid 1, 1° van de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Lid van het College dat bevoegd is voor de beroepsopleiding van de middenstand;

Na beraad,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een kwestie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met beroepsopleiding en Permanente Vorming ten behoeve van de Middenstand;

2° Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie;

3° Dienst : de dienst met afzonderlijk beheer « Dienst Vorming K.M.O.'s »; opgericht door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 2003;

4° Centrum : elk centrum voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen erkend door de Franse Gemeenschapscommissie;

5° samenwerkingsakkoord : samenwerkingsakkoord dat op 20 februari 1995 afgesloten werd door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, betreffende de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en betreffende de voogdij van het Instituut voor de voortgezette Opleiding voor de Middenstand en de K.M.O.'s, gewijzigd bij aanhangsel van 4 juni 2003;

6° vormingswerkers : de vormingswerkers, zoals bedoeld in het reglement van 16 december 1999 dat van toepassing is op de vormingswerkers van de permanente vorming, die voor onbepaalde tijd aangeworven zijn door het Centrum;

7° educatieve medewerkers : de educatieve medewerkers, zoals bedoeld in het reglement van 20 december 2001, betreffende de educatieve medewerkers die voor onbepaalde tijd door het Centrum aangeworven zijn;

8° lesgevers : de sprekers of elke andere persoon, zelfstandig of loontrekker, die prestaties verricht in het kader van de erkende cursussen, die niet voor onbepaalde tijd aangeworven zijn door het Centrum;

9° niet-pedagogisch personeel : personen die aangeworven zijn door het Centrum via een arbeidsovereenkomst dat anders is dan dat voor de opleiders, educatieve medewerkers of lesgevers;

10° leertijd : de leertijd zoals bepaald in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord;

11° ondernemersopleiding : de ondernemersopleiding zoals bepaald in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord;

12° voortgezette opleiding : de voortgezette opleiding zoals bepaald in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord;

13° basisopleiding : de basisopleiding heeft betrekking op de leertijd en de ondernemersopleiding.

14° pedagogische volmaking : de pedagogische volmaking zoals gedefinieerd in artikel 14 van het samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring**Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt er een jaarlijkse toelage voor de periode van 1 januari tot 31 december aan het Centrum toegekend voor de uitoefening van de in artikel 22 van het samenwerkingsakkoord bepaalde opdrachten met uitzondering van de voorgezette opleiding en de pedagogische volmaking.

De Minister beslist jaarlijks over het bedrag van de aan het Centrum toegekende subsidie.

Art. 4. De jaarlijkse subsidie bedoeld in artikel 3 dekt :

1° de personeelskosten (artikelen 5 en 6);

2° de werkingskosten (artikelen 7 en 8);

3° de kosten voor de uitrusting (investeringsgoederen) (artikelen 9 tot 12);

4° de infrastructuurkosten (artikelen 13 en 14);

5° de bijzondere kosten (artikel 15).

Afdeling II. — Personeelskosten

Art. 5. De personeelskosten bedoeld in artikel 4,1° omvatten :

1° de bezoldigingen van de vormingswerkers en de educatieve medewerkers, evenals de bezoldigingen van de lesgevers die door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn aan het Centrum.

2° de bezoldigingen van het niet-pedagogisch personeel, maaltijdcheques inbegrepen;

3° de werkgeversbijdragen behorende bij de bezoldigingen bedoeld in 1° en 2° en de uitbetaling van het vakantiegeld en, indien dit het geval is, de eindejaarspremie;

4° de premies van wetsverzekeringen behorende bij de bezoldigingen bedoeld in 1° en 2°;

5° de verplaatsingskosten van het personeel dat in het kader van de vorming op missie is, mits voorlegging van bewijsstukken (de terugbetaling van deze kosten zal beperkt worden tot de bedragen die in het besluit van 7 februari 2002 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende reglementering inzake parkoerskosten van kracht zijn voor de verplaatsingskosten van ambtenaren, stagiairs en contractuelen).

Art. 6. De bezoldigingen bedoeld in artikel 5, 1° en 2° worden gesubsidieerd volgens de salarisschalen bepaald in bijlage II tot VII van dit besluit.

Afdeling III. — De werkingkosten

Art. 7. De werkingkosten bedoeld in artikel 4,2° omvatten :

1° de kosten voor de organisatie en de werking van de in artikel 2, 13° van het samenwerkingsakkoord bedoelde vormingsactiviteiten. Deze kosten staan vermeld in bijlage I van dit besluit;

2° de honoraria van de lesgevers die niet aan het Centrum gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst (zelfstandigen), berekend volgens de in bijlage V van dit besluit bepaalde salarisschalen;

3° de uitbetaling van presentiegelden :

a) van de lesgevers die in het kader van de vorming op missie zijn;

b) van de leden van de examencommissies die in het kader van de vorming georganiseerd worden, met uitzondering van de commissieleden die aangeworven zijn onder arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd;

4° de uitbetaling van verplaatsingskosten (met het openbaar vervoer) van de leerlingen die buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen en die tijdens de leertijd regelmatig cursussen beroepskennis volgen. De tussenkomst gebeurt mits voorlegging van bewijsstukken en wordt beperkt tot het deel van de kosten dat het bedrag van 5,00 euro overschrijdt voor een heen- en terugreis.

Art. 8. De presentiegelden bedoeld in artikel 7, 3° omvatten de sessies die minstens 2,5 u. duren.

Het presentiegeld bedraagt 24,17 euro. Als er dezelfde dag een tweede vergadering wordt gehouden, wordt het bedrag van het presentiegeld voor de tweede vergadering teruggebracht tot 16,36 euro. Als een vergadering langer dan 5 uur duurt, bedraagt het presentiegeld 40,53 euro.

Afdeling IV. — De kosten voor de uitrusting (investeringsgoederen)

Art. 9. De kosten voor de uitrusting omvatten de kosten voor het aankopen of huren van kantoormeubilair en -materiaal en schoolmeubilair en -materiaal, didactisch materiaal en de uitrusting voor werkplaatsen en laboratoria en die meer dan 250 euro excl. btw bedragen.

Art. 10. Elk jaar stelt het Centrum een voorlopig aankoopplan voor de uitrusting op door de prioriteiten aan te duiden en een prijsindicatie te geven. Deze dient het Centrum tegelijkertijd met de ontwerpbegroting in bij het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 23 van dit besluit.

Dit plan dient vergezeld te zijn van het advies van de pedagogische raadgevers van de Dienst voor de punten die hen aanbelangen.

Art. 11. Het aangekochte meubilair en materiaal is eigendom van het Centrum.

Het Centrum is verplicht de investeringsgoederen te bewaren gedurende de hele periode van de afschrijving.

De investeringsgoederen zijn ingeschreven in een inventaris voor zolang ze deel uitmaken van het vermogen van het Centrum.

De inventaris van het vermogen wordt up-to-date gehouden door het Centrum en er wordt een kopie overgemaakt aan de Dienst evenals de bewijsstukken bedoeld in artikel 18.

De Dienst volgt de evolutie op van de inventaris van het vermogen van het Centrum van één subsidiëeringsperiode naar een andere en controleert of de gesubsidieerde investeringsgoederen er ook werkelijk in voorkomen.

Het meubilair en het materiaal die door de Dienst worden gesubsidieerd moeten het voorwerp zijn van een duidelijke omschrijving in het inventaris van het vermogen van het Centrum. Ze mogen vervreemd worden na toelating van de Minister.

De opbrengst van de verkoop van dit meubilair en materiaal moet bestemd zijn voor de in artikel 9 bedoelde kosten voor de uitrusting.

Afdeling V. — Infrastructuurkosten

Art. 12. De infrastructuurkosten omvatten :

1° de kosten voor het huren, aankopen, bouwen, uitbreiden, verbouwen of inrichten van de gebouwen waarin de activiteiten van de vorming georganiseerd worden.

Indien de gebouwen waarin de activiteiten van de vorming georganiseerd worden, gehuurd worden, hangt de toekenning van de toelage voor infrastructuurkosten af van de voorlegging van een huurovereenkomst waarvan de bepalingen door de Minister goedgekeurd moeten zijn.

Indien het gaat om het aankopen, bouwen, uitbreiden, verbouwen of inrichten van gebouwen waarin de activiteiten van de vorming georganiseerd worden, moet de toelage voor infrastructuurkosten het Centrum toelaten de lasten te dragen van een lening waarvan het bedrag en de voorwaarden door de Minister bepaald of aanvaard zijn.

2° zware herstellingswerken voor een minimumwaarde van 12.500,00 euro excl. btw, evenals herstellingen met betrekking tot de ruwbouw of werken om de gebouwen in overeenstemming te brengen met de milieu- en veiligheidsvoorschriften, mits voorafgaand akkoord van de Minister.

Art. 13. De Dienst ziet toe op het goede verloop van de werkzaamheden waarvoor een toelage wordt toegekend bij de voorlopige en de definitieve oplevering van de genoemde werkzaamheden.

Afdeling VI. — Bijzondere kosten

Art. 14. Mits toelating van de Minister kunnen bijzondere kosten die verband houden met kosten die voor de vorming gemaakt worden door de jaarlijkse toelage gedekt worden.

De bijzondere kosten bedoeld in lid 1 omvatten :

1° het verffenen van de schulden tegenover de leveranciers voor de uitgaven gedaan door het Centrum en niet gedekt door de in artikel 3 bedoelde toelage;

2° het verffenen van de schulden tegenover de bedrijfsvoorheffing en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor de uitgaven ontstaan uit bijdragen berekend op basis van de bezoldiging toegekend door het Centrum aan het personeel bedoeld in artikel 5, 2° die niet heeft kunnen genieten van de toelage bedoeld in artikel 3;

3° De kortetermijnkredieten die toegekend worden aan het Centrum opdat het kan beschikken over een noodzakelijk bedrijfskapitaal zodat het zijn verplichtingen op korte termijn kan nakomen, onder meer ten opzichte van de bedrijfsvoorheffing en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. De Minister legt vast of keurt goed zowel het bedrag als de toekenningsvoorwaarden van deze kredieten.

HOOFDSTUK III. — Vaststelling, verffening en controle van de toelage

Art. 15. Het Centrum dient een boekhouding bij te houden waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen de kosten die door de toelage gedekt worden en de kosten die door de eigen inkomsten van het Centrum gedekt worden.

De originele factuur van de met de toelage verworven goederen en waarvan de aankoopwaarde de 500 euro overstijgt, zal de vermelding krijgen « COCOF » en zal geparafeerd worden door de verantwoordelijke voor de rekeningen van de vereniging. Wanneer een bewijsstuk door verschillende subsidiërende machten gesubsidieerd wordt, zal de bijdrage van elke macht goed aangeduid moeten worden op het origineel document door gebruik te maken van een verdeling stempel en vervangt die de vermelding « COCOF ».

Art. 16. De begroting van het Centrum bestaat uit een bedrijfsplan, een investeringsplan en een tresaurieplan.

Het Centrum moet zijn begroting opstellen door een onderscheid te maken tussen de uitgaven die gedekt worden door de in artikel 3 van dit besluit bedoelde subsidiëring en de uitgaven die gedekt worden door de eigen inkomsten van het Centrum of een ander Centrum. Deze opdeling moet zelf opgedeeld worden rekening houdend met het soort kosten zoals bepaald in artikel 4 van dit besluit.

De ontwerpbegroting wordt jaarlijks ingediend bij de Dienst. Ze dient vergezeld te zijn van een tabel met de voorziene toegestane uitgaven per soort kosten.

Art. 17. De verffening van het geordonnanceerde bedrag gebeurt via driemaandelijke schijven en op grond van de volgende modaliteiten :

1° gemeenschappelijke bepalingen voor alle kosten onder artikel 4 van dit besluit :

- een eerste schijf van 30 % die uiterlijk op 25 februari wordt gestort;
- een tweede schijf van 30 % die uiterlijk op 25 april wordt gestort;
- een derde schijf van 30 % die uiterlijk op 25 augustus wordt gestort.

2° Bepaling betreffende de personeelskosten en de infrastructuurkosten opgenomen in artikel 4 :

een vierde schijf van 10 % die uiterlijk op 20 december wordt gestort;

3° bepaling betreffende de werkingkosten, de kosten voor de uitrusting en de bijzondere kosten bedoeld in artikel 4 : Het restbedrag wordt, na verificatie van de bewijsstukken door de Dienst, uiterlijk op 30 oktober van het volgende jaar gestort.

Art. 18. De bewijsstukken betreffende alle kosten bedoeld in artikel 4 moeten ten laatste op 30 juni van het volgende jaar door het Centrum worden overgemaakt, vergezeld van een samenvattende tabel van alle toegestane uitgaven. Deze tabel moet rekening houden met de soort kosten zoals bedoeld in artikel 4. Een voorbeeld van deze samenvattende tabel is toegevoegd in bijlage VIII van dit besluit.

De lijst met bewijsstukken die in aanmerking komen naargelang de aard van de uitgaven, is opgenomen in bijlage IX van dit besluit.

Het criterium dat gehanteerd wordt om te oordelen of de in artikel 3 bedoelde periode gerespecteerd wordt is de facturatedatum van de levering van het goed of de dienstverrichting.

Art. 19. De contrôle van het Centrum door de Dienst, gebeurt als volgt :

1° De volgende controles worden uitgevoerd door de bewijsstukken een per een te overlopen :

- a) controle van de conformiteit van de uitgave ten opzichte van de dekking gepreciseerd in dit besluit;
- b) vanaf de lijst met in aanmerking komende bewijsstukken in bijlage IX, nagaan of het bewijsstuk wel degelijk in aanmerking komt;
- c) controle van de conformiteit tussen de datum van de uitgave en de periode gedekt door de in artikel 18 § 3 bedoelde subsidie;
- d) controle van de overeenkomst tussen het bedrag van het bewijsstuk en dat aangeduid in de samenvattende tabel van de bewijsstukken opgenomen in bijlage VIII;
- e) controleren of de regel van goede praktijk inzake aankoop onder artikel 21 gerespecteerd wordt;
- f) controle van de aanwezigheid van de vermelding « COCOF » en een handtekening op de facturen die 500 euro overschrijden, overeenkomstig het in artikel 15, § 2 bepaalde;

2° andere controles :

a) controle van de investeringstabellen;

b) controleren van de aanwezigheid van een verklaring op het erewoord (bijlage X van dit besluit);

c) erop toezien dat het Centrum een bepaalde boekhoudkundige structuur volgt overeenkomstig de wet van 2 mei 2002 betreffende VZW's, internationale VZW's en stichtingen, en overeenkomstig besluiten ontstaan tengevolge van deze wet.

Art. 20. Elke niet gerechtvaardigde uitgave of uitgave waarvan de verantwoording niet aanvaardbaar is, wordt afgetrokken van het restbedrag.

Indien de gerechtvaardigde uitgaven het bedrag van de toegekende subsidie niet dekken, zal het saldo beperkt worden tot het werkelijk gerechtvaardigde bedrag. Indien de bedragen in de hoedanigheid van geïnvesteerd kapitaal hoger liggen dan het werkelijk gerechtvaardigde bedrag, zal het teveel afgetrokken worden van een van de subsidieschijven waarover het Centrum tijdens het volgende boekjaar zal mogen beschikken.

HOOFDSTUK IV. — *De regel van goede praktijk inzake aankoop*

Art. 21. Bij de aankoop van goederen en diensten is het Centrum verplicht de beste prijs-kwaliteitverhouding te zoeken.

De goederen die door de subsidie zijn aangekocht en waarvan de aankoopwaarde 5.500 euro overstijgt, zullen gerechtvaardigd worden door de betaalde aankoopfactuur aan dewelke het bestek van drie leveranciers voor dezelfde opdracht worden toegevoegd. Indien de leverancier met de beste prijs niet wordt gekozen, wordt de motivatie van de beslissing eveneens aan de factuur toegevoegd.

De grotere uitgaven zijn onderworpen aan de officiële procedure voor de toekenning van opdrachten krachtens de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten.

HOOFDSTUK V. — *Het begeleidingscomité*

Art. 22. § 1. Er wordt een begeleidingscomité opgericht.

Het bestaat uit :

- voor de Dienst :

- een ambtenaar verantwoordelijk voor het dagelijkse beheer van de Dienst;
- een ambtenaar, financieel adviseur binnen de Dienst, bevoegd voor de controle van de in artikel 3 bedoelde jaarlijkse subsidie;

- een ambtenaar bevoegd voor de pedagogische coördinatie en voogdij van de Dienst;

- voor het Centrum : drie vertegenwoordigers benoemd door de raad van bestuur;

- een vertegenwoordiger van het Lid van het College bevoegd voor de beroepsopleiding en de permanente vorming ten behoeve van de Middenstand;

- een vertegenwoordiger van het Lid van het College bevoegd voor de begroting;

- Indien nodig kunnen er externe zelfstandige experts - dienst of Centrum - uitgenodigd worden.

§ 2. Het begeleidingscomité heeft als doel :

- Samen met het Centrum de inhoud en de presentatie van een genormaliseerd boekhoudkundig plan te bepalen

- liefst voor 31 mei en ten laatste op 30 juni, de elementen te analyseren van de ontwerpbegroting van het Centrum die gedekt worden door de subsidie voor het volgend boekjaar;

- alle details aan het Centrum te communiceren die nodig zijn voor de uitvoering van het besluit;

- de opvolging van de uitvoeringen van de door de subsidie gedekte elementen van de begroting van het Centrum te verzekeren tijdens het boekjaar.

- Elke andere vraag die de werking van het Centrum betreft en die mogelijk een impact heeft op de financiering ervan te analyseren

§ 3. Het begeleidingscomité wordt voorgezeten door de leidend ambtenaar van de administratie. Het komt minstens een keer per trimester samen. De bijkomende vergaderingen zullen georganiseerd mogen worden op vraag van de Dienst of het Centrum.

HOOFDSTUK VI. — *Kosten voor de samenstelling van de dossiers*

Art. 23. De kosten voor de samenstelling van de dossiers, vastgelegd op 128 euro, voor het afsluiten van een stageovereenkomst zijn ten laste van een bedrijfsleider. Ze worden betaald door de bedrijfsleider van de Dienst. De bedragen die de Dienst werkelijk int, worden voor 66 % aan het Centrum weer afgestaan. Deze inkomsten verbonden met de dossierkosten moeten door het Centrum gebruikt worden voor de in artikel 7 van dit besluit bedoelde werkingkosten.

Er worden geen dossierkosten aangerekend in de volgende gevallen :

- als er een nieuw contract wordt afgesloten nadat het oorspronkelijke contract tijdens de proeftijd werd verbroken, voor zover dat het nieuwe contract binnen de zes maanden na het verbreken van het oude contract getekend wordt;

- als de rechtsvorm, de handelsnaam of het adres wijzigt;

- als er tijdens de looptijd van het contract sprake is van een wijziging van beroep binnen dezelfde onderneming;

- als er een verandering van dossierbeheerder plaatsvindt.

HOOFDSTUK VII. — Slot-, overgangs- en opheffingsbepalingen

Art. 24. De winsten die het Centrum maakt, onder meer door de organisatie van de voortgezette opleiding, moeten prioritair worden bestemd voor de kosten die voortkomen uit de basisopleiding en, bij de indiening van de bewijsstukken, het voorwerp zijn van een jaarlijkse toelichting aan de Dienst die bevoegd is om deze aan het College over te maken.

Art. 25. Besluit 2006/5 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 mei 2006 betreffende de subsidiëring van erkende centra voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven op 1 januari 2010, met uitzondering van de vermeldingen van artikel 23 betreffende de kosten voor de samenstelling van de dossiers ontstaan uit het afsluiten van een leerovereenkomst

Art. 26. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 27. Het Lid van het College dat bevoegd is voor de Beroepsopleiding ten behoeve van de Middenstand wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 april 2010.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoît CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

BIJLAGEN

Bijlage 1. — Toegestane uitgaven ter verantwoording van de werkingskosten die gedekt worden door de jaarlijkse toelage toegekend aan de erkende centra voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

1. De kosten voor de bevoorrading van grondstoffen en benodigdheden die rechtstreeks verband houden met de basisopleiding, inclusief de kosten verbonden aan het consortium voor de validering van de competenties.

2. de kosten van de lokalen en het materiaal :

- water, verwarming, elektriciteit;
- onderhoud van de lokalen (kuisfirma, producten en kleine onderhoudsmaterialen, huur van containers, kosten voor de bewaking en toezicht,...);

- onderhoud en herstel van de kosten voor de uitrusting zoals bedoeld in artikel 10 van dit besluit;

- huur (renting) van goederen bedoeld in artikel 9 van dit besluit;

- Verzekeringen betreffende de gebouwen en hun inhoud.

3. De publiciteits- en promotiekosten

- realisatiekosten;

- drukkosten;

- distributiekosten;

- Recepties, public relations (het gaat om kosten betreffende de deelname aan salons, beurzen en tentoonstellingen en betreffende de organisatie van opendeurdagen).

4. Administratieve kosten :

- Klein materiaal,

- benodigdheden, documentatie;

- telefoon, fax, internet;

- posterijen,

- fotokopies,

- kosten voor het beheer van het sociaal secretariaat.

5. Bezoldigingen aan derden, onderaanbesteding, honoraria, losse medewerkers :

- erelonen van boekhouders, advocaten,...;

- honoraria van de zelfstandige lesgevers bedoeld in artikel 7, 2° van dit besluit;

- presentiegeld van de lesgevers en de leden van de examencommissies bedoeld in artikel 7, 3° van dit besluit;

- verplaatsingskosten van de leerlingen bedoeld in artikel 7, 4° van dit besluit

- losse medewerkers (interim-personeel en personen die ter beschikking staan van het Centrum).

6. Belastingen en taksen

Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoît CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage II. — Salarisschalen voor hoofdvormingswerkers

De hoofdvormingswerkers zijn deze die bedoeld worden in het reglement van 29 juni 2000 dat van toepassing is op de hoofdvormingswerkers van het IFPME-netwerk en op 1 september 2000 van kracht is geworden

Anciënniteit	Jaarsalaris op 01/01/2009	Maandsalaris op 01/01/2009
0	29.547,32	2.462,28
1	30.367,26	2.530,60
2	31.187,18	2.598,93
3	32.007,08	2.667,26
5	33.351,86	2.779,32
7	34.696,62	2.891,39
9	36.041,43	3.003,45
11	37.386,19	3.115,52
13	38.730,93	3.227,58
15	40.075,69	3.339,64
17	41.420,47	3.451,71
19	42.678,87	3.556,57
21	44.109,97	3.675,83
23	45.454,75	3.787,90
25	46.799,51	3.899,96
27	48.144,29	4.012,02

Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de regels toepasbaar op de bezoldigingen van het openbaar ambt.

Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoît CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage III. — Salarisschalen voor de vormingswerkers « algemene kennis »

De vormingswerkers « algemene kennis » zijn deze die bedoeld worden in het reglement van 16 december 1999 dat van toepassing is op de vormingswerkers van de permanente vorming en op 1 januari 2000 van kracht is geworden

Anciënniteit	Salarisschaal op 01/01/2009
0	2.328,06
1	2.361,55
2	2.395,07
3	2.428,45
5	2.483,50
7	2.539,47
9	2.595,53
11	2.651,52
13	2.763,60
15	2.875,65
17	2.987,70
19	3.093,52
21	3.211,83
23	3.323,91
25	3.435,96
27	3.548,03

Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de regels toepasbaar op de bezoldigingen van het openbaar ambt.

Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoît CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage IV. — Salarisschalen voor de educatieve medewerkers

De educatieve medewerkers zijn deze die bedoeld worden in het reglement betreffende de educatieve medewerkers van 20 december 2001

Anciënniteit	Jaarsalaris op 01/01/2009	Maandsalaris au 01/01/2009
0	24.054,68	2.004,56
1	24.858,66	2.071,55
2	25.662,63	2.138,55
3	26.466,57	2.205,55
5	27.785,27	2.315,44
7	29.128,48	2.427,37
9	30.473,79	2.539,48
11	31.817,91	2.651,49
13	33.162,65	2.763,55
15	34.507,38	2.875,61
17	35.852,09	2.987,67
19	37.121,71	3.093,48
21	38.541,56	3.211,80
23	39.886,28	3.323,86
25	41.231,00	3.435,92
27	42.575,74	3.547,98

Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de regels toepasbaar op de bezoldigingen van het openbaar Ambt.

Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoît CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage V. — Salarisschalen voor de lesgevers

De bruto-uurkosten van de lesgevers zijn de volgende :

1. leertijd : 24,43 euro
2. ondernemersopleiding : 28,90 euro

Als de lesgevers zelfstandigen zijn, worden de salarisschalen met 50 % verhoogd.

Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de regels toepasbaar op de bezoldigingen van het Openbaar ambt.

Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoît CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage VI. — Gelijkwaardigheidsschema
voor de berekening van de toelage van de kosten voor niet-pedagogisch personeel

Post COCOF	Gelijkwaardigheid post EFP	Schaal
Bestuursdirecteur	Directeur adjunct Directeur	15/1
Attaché	Poolverantwoordelijke IT-verantwoordelijke	10/1
Administratieve assistent	Directieassistent Aankoopverantwoordelijke Verantwoordelijke voor de Interne Dienst voor preventie en bescherming Verantwoordelijke voor de Dienst Kwaliteit Verantwoordelijke voor het Onthaal Verantwoordelijke voor het Onderhoud Raadgever Educatie Raadgever Oriëntatie/tewerkstelling werknemer in de Communicatie Werknemer voor het beheer van de vormingswerkers Boekhouder	26/1
Assistant administratief	Beheerder (in een pool) Assistent (IT, Beheer vormingswerkers, Financiën, Communicatie, Interne dienst voor preventie en bescherming, Dienst Kwaliteit)	20/1
Administratieve medewerker	Onthaalbeambte Onderhoudsbeambte	30/1

Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoit CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage VII. — Salarisschalen voor het niet-pedagogisch personeel

Schaal/ Geldelijke anciënniteit	15/1	10/1	26/1	20/1	30/1
0	59.943,14	32.193,91	24.047,69	20.783,58	19.446,81
1	59.943,14	33.147,87	24.511,42	21.180,78	19.654,97
2	61.990,38	34.101,84	24.975,16	21.577,97	19.863,12
3	61.990,38	35.739,88	26.666,48	22.482,42	21.359,57
4	64.037,62	35.739,88	26.666,48	22.482,42	21.755,39
5	64.037,62	37.661,83	27.461,51	23.002,07	21.755,39
6	66.084,87	37.661,83	27.461,51	23.002,07	22.151,20
7	66.084,87	39.129,05	28.256,54	23.521,72	22.151,20
8	68.132,11	39.129,05	28.256,54	23.521,72	22.547,02
9	68.132,11	40.596,27	29.051,57	24.449,16	22.547,02
10	70.179,35	40.596,27	29.846,60	24.449,16	22.942,83
11	70.179,35	42.154,75	30.376,74	24.912,87	22.942,83
12	72.226,60	42.154,75	30.376,74	25.906,71	23.754,09
13	72.226,60	43.621,97	31.171,77	26.834,15	23.993,72
14	74.273,84	43.621,97	31.171,77	26.834,15	24.472,94
15	74.273,84	45.089,19	31.966,81	27.761,59	24.472,94
16	76.321,08	45.089,19	31.966,81	27.761,59	24.952,15
17	76.321,08	46.556,41	32.761,84	28.689,03	24.952,15

Schaal/ Geldelijke anciënniteit	15/1	10/1	26/1	20/1	30/1
18	78.368,33	46.556,41	32.761,84	28.689,03	25.431,37
19	78.368,33	48.023,63	33.556,87	29.616,47	25.431,37
20	80.415,57	48.023,63	33.556,87	29.616,47	25.910,59
21	80.415,57	49.490,86	34.351,90	30.543,91	25.910,59
22	82.462,81	49.490,86	34.351,90	30.543,91	26.389,81
23		50.958,08	35.146,93	31.471,35	26.389,81
24			35.146,93	31.471,35	26.869,02
25			35.941,96	32.398,79	26.869,02
26			35.941,96	32.398,79	27.348,24
27			37.532,02	33.790,06	27.348,24
28					27.827,46

Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS

Benoît CEREXHE

Voorzitter van het College.

Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage VIII

Samenvattende tabel van de bewijsstukken

Boekjaar :

De samenvattende tabel van de bewijsstukken is een instrument bedoeld voor centra. De tabel zorgt ervoor dat de centra de bewijsstukken kunnen voorstellen die zij aan de dienst moeten voorleggen. Het centrum zal ervoor zorgen dat er voldoende regels zijn die nodig zijn om alle bewijsstukken individueel op te nemen zonder afbreuk te doen aan de orde van voorstelling van de afschriften. Voor elk stuk worden het imputatienummer voor het inkoopboek ⁽¹⁾, de naam van de leverancier en/of omschrijving van het document, en het nummer van het document ⁽²⁾ vermeld. Enkel de categoriën van kosten die opgenomen zijn in het besluit, zullen in aanmerking komen. Het totaal van de bewijsstukken mag niet veel hoger liggen dan het bedrag van de subsidie.

(1) het imputatienummer voor de inkoopboek (aankopen) van het centrum is het nummer dat toegekend wordt aan het bewijsstuk op het moment dat het stuk gecodeerd wordt. Het moet verplicht op alle originele documenten die gecodeerd worden, toegepast worden. Dit nummer wordt opgenomen in de samenvattende tabel. De kopie van een bewijsstuk komt enkel in aanmerking als dit nummer aanwezig is.

(2) het nummer van het document is het nummer dat gegeven wordt door de leverancier voor zijn boekhouding.

(3) het nummer van diverse operaties (DO) wordt toegekend aan de operaties voor de welke er geen factuur is, bijvoorbeeld: de lonen.

<i>Imputatienummer in het factuurboek ⁽¹⁾ nummer van DO ⁽³⁾</i>	<i>Leverancier / Omschrijving</i>	<i>Nr. document ⁽²⁾</i>	<i>Bedrag</i>	<i>TOTAAL</i>
---	-----------------------------------	------------------------------------	---------------	---------------

60/ 1 grondstoffen ter bevoorrading en benodigdheden				.....
1 Grondstoffen en benodigdheden voor de les				
2 Grondstoffen en benodigdheden voor de examens				
3 Consortium voor de validering van de competenties				

61/ 1 Huurkosten en lasten				.....
1 Water, verwarming, elektriciteit				
2 Onderhoud van de lokaler				
3 Onderhoud en herstel kosten voor uitrusting				
4 Huur van goederen		5 Verzekeringen		

61/ 2 publiciteits- en promotiekosten				.....
1 Realisatiekosten				
2 Drukkosten				
3 Distributiekosten				
4 Recepties, public relations				

61/ 3 Administratieve kosten				.....
1 Klein materiaal				
2 Benodigheden, documentatie				
3 Telefoon, fax				
4 Posterijen				
5 Fotokopies				
6 Beheerskosten sociaal secretariaat				

61/ 4 Betaling aan derden, onderaanbesteding, honoraria, losse medewerkers				.....
1 erelonen van boekhouders, advocaten, ...				
2 honoraria van de lesgevers (zelfstandige)				
3 Presentiegeld				
4 Verplaatsing van de stagiairs				
5 losse medewerkers				

62/ 1 Personeelskosten				.....
1 Bezoldigingen en werkgeversbijdragen				
1 Vormingswerkers en educatieve medewerkers				
2 lesgevers (met arbeidsovereenkomst)				
3 niet-pedagogisch personeel				
2 wetsverzekering				
3 Personeelsverplaatsing met openbaar vervoer				
4 Personeelsverplaatsing met privé-vervoer				

63/ 1 Kosten voor de uitrusting				.....
1 Meubilair en bureaumateriaal				
2 Meubilair en schoolmateriaal				

64/ 1 Belastingen en taksen				.....
1 Taksen				
2 registratierechten				
3 Belastingen				

65/ 1 Infrastructuurkosten				.....
1 Huur permanente infrastructuur				
2 huur punctuele infrastructuur				
3 Aankoop, bouw				
4 uitbreiding, transformatie, inrichting				

5 Vastgoedkosten (leningen)				
1 Kapitaal				
2 intresten				
6 zware herstellingen				
66/ 1 bijzondere kosten				.....
TOTAAL :				.....

Ik bevestig dat alle gegevens in dit document oprecht en volledig zijn.

Op ...

te ...

Naam, Voornaam :

Handtekening :

Gezien om bij het besluit 2009/758 van 1 april 2010 betreffende de subsidiëring van erkende centra voor permanente vorming ten behoeve van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS

Benoît CEREXHE

Voorzitter van het College.

Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage IX. — Lijst van de in aanmerking komende bewijsstukken

Lijst van de in aanmerking komende bewijsstukken

Het zijn kopies van de bewijsstukken die ingediend worden bij de Franse Gemeenschapscommissie. De originelen worden steeds bewaard bij de vereniging.

In aanmerking komende kosten	In aanmerking komende bewijzen	Aanvullingen
Huur Permanente huur Punctuele huur Lasten (gas, elektriciteit,...) Verzekeringen Onderhoud	Ontvangst- of ander bewijs van betaling Factuur-overeenkomst Factuur betalingsbericht Factuur	Betaalbewijzen en huurcontract betaalbewijzen betaalbewijzen
Publicaties ter promotie Realisatiekosten Drukkosten Distributiekosten Receptie en public relations	facturen facturen facturen facturen	Betaalbewijzen en contract indien bestaande Betaalbewijzen en contract indien bestaande Betaalbewijzen en contract indien bestaande Betaalbewijzen en contract indien bestaande
Administratieve kosten Klein materiaal Specifiek materiaal Documentatiemiddelen Telefoon, fax Posterijen Fotokopieën Beheerskosten Verzekeringen	factuur, ticketten (de omschrijving vermelden) Factuur factuur, ticketten (de omschrijving vermelden) Factuur Ontvangstbewijs factuur, ticketten (de omschrijving vermelden) Factuur betalingsbericht	betaalbewijzen betaalbewijzen
Verplaatsingskosten Huur Brandstof verzekering, taksen Openbaar vervoer privé-vervoer (persoonlijk voertuig)	facturen facturen, ticketten (de omschrijving vermelden) betalingsbericht, aanslagbiljet ticketten (de omschrijving vermelden) tabel met km-forfait	betaalbewijzen betaalbewijzen
Onderaanneming, honoraria enz. honoraria (advocaten, boekhouders, et.c) Losse medewerkers	Rekening of facturen Rekening of facturen	betaalbewijzen + 325.50 + overeenkomst betaalbewijzen + 325.50 + overeenkomst
Personeelskosten 1 met sociaal secretariaat Bezoldiging Wettelijke verzekering Extralegale verzekering	Individuele rekeningen, strookjes betalingsbericht betalingsbericht	

In aanmerking komende kosten	In aanmerking komende bewijzen	Aanvullingen
2 zonder sociaal secretariaat		
Bezoldiging	strookjes	betaalbewijzen
Wettelijke verzekering betalingsbericht	betalingsbericht	betaalbewijzen
Extralegale verzekering	betalingsbericht	betaalbewijzen
Afschrijving en investering		
afschrijvingen op gesubsidieerde actieven	investeringstabel + factuur	betaalbewijzen
Gesubsidieerde investeringen	investeringstabel + factuur	betaalbewijzen
Belastingen en taksen		
Taksen		
registratierechten	aanslagbiljet	
Niet aftrekbare btw belastingen	aanslagbiljet	
Financiële lasten		
Financiële lasten voor lening aangegaan in afwachting van de subsidie	rekeninguittreksel	contract

Opmerking : een betalingsbewijs is een rekeninguittreksel, een ontvangstbewijs, een voldane factuur.
Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoît CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.

Bijlage X. — Attest op erewoord

Toe te voegen aan de verantwoordingsstukken

ATTEST

Overeenkomstig het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie -

Ik ondergetekende :

Verantwoordelijk voor :

verklaar op erewoord dat :

1. De vermelding « met steun van de Franse Gemeenschapscommissie » op alle documenten staat betreffende de activiteit gesubsidieerd door de COCOF.
2. De gerechtvaardigde kosten niet gedekt worden door een toelage toegekend door een andere overheidsinstelling;
3. De bewijsstukken overeenkomen met de gesubsidieerde activiteit.
4. Elke handeling van inbeslagneming, vervreemding of verpanding onmiddellijk door de ondergetekende gemeld wordt aan de Administratie, en dit per aangetekende brief gericht tot de Algemene Directie van de Franse Gemeenschapscommissie, Paleizenstraat 42, te 1030 Brussel.

Ik ben ervan op de hoogte dat :

Indien blijkt dat er foutieve informatie werd meegedeeld of dat de voorwaarden in de vorige artikelen niet werden gerespecteerd, het College het totaalbedrag of een deel van de toegekende toelage zal mogen terugkrijgen van de begunstigde vereniging of de begunstigde zal mogen uitsluiten van een volgende toelage.

Brussel,...

Gelezen en goedgekeurd,
Handtekening

Gezien om bij het besluit van 1 april 2010 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College.

Benoît CEREXHE
Minister, Lid van het College
belast met de beroepsopleiding van de Middenstand.